

Communiqué de presse - 29 avril 2014

ALERTE DE LA FNARS

REMISES À LA RUE MASSIVES DES SANS-ABRI SUR TOUTE LA FRANCE : DES CENTAINES DE PERSONNES EN DANGER

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale qui réunit près 900 associations de lutte contre l'exclusion sur l'ensemble du territoire national, alerte les pouvoirs publics sur la situation alarmante que lui signalent ses adhérents locaux.

Dans plusieurs villes de France, dont Lyon, Grenoble, Lille, Marseille, Bordeaux, Toulouse et Marseille ce sont plusieurs centaines de personnes qui sont remises à la rue ces jours-ci après la fermeture des structures d'urgence qui les ont hébergées pendant les mois d'hiver. Ces personnes, souvent des familles, à nouveau sans abri, viennent s'ajouter à la longue liste des appelants au 115 qui restent quotidiennement sans solution. Ces fermetures de places entraînent la création de squats temporaires et de campements dangereux et indignes, qui se multiplient dans et autour des agglomérations.

Depuis le 31 mars, date de la fin de la trêve hivernale, les fermetures s'échelonnent :

- Ainsi à **Lyon**, plus de 300 personnes ont été remises à la rue depuis la fin mars sans solution. Elles s'ajoutent aux 550 qui n'arrivent pas à trouver un hébergement chaque soir via le 115 ;
- À **Bordeaux**, ce sont 230 places temporaires qui ont fermé, et 80 personnes hébergées à l'hôtel qui risquent d'être remises à la rue à la fin du mois. Ces remises à la rue viennent alimenter les 130 personnes qui sollicitent quotidiennement le 115 chaque soir ;
- À **Toulouse**, 80 places d'hébergement pour les familles vont fermer fin mai sans réorientation, ainsi que 170 places à l'hôtel. Ce sont plus de 300 personnes qui risquent le retour à la rue avant la fin du mois de mai. Elles viendront s'ajouter aux 170 personnes qui sollicitent chaque jour le 115 sans solution
- À **Lille**, plus de 200 personnes vivent dans l'angoisse de la fermeture des places d'hôtel prévue à partir de demain ;

- À **Marseille**, ce sont 280 places d'hébergement d'urgence qui ont fermé suite à l'incendie d'une structure et à des travaux d'humanisation dans une autre. Des places en gymnases ont été proposées, mais les personnes refusent ces solutions qui ne présentent pas de garanties de dignité ;

Ces remises à la rue touchent tous les publics, **y compris des personnes ayant de graves problèmes de santé et que cette situation met en danger**. Les travailleurs sociaux sont désarmés face à l'obligation qui leur est faite d'abandonner les personnes en l'absence de budget pour maintenir les places ouvertes ou de logements accessibles aux plus fragiles.

Face à cette situation humanitaire dramatique, nous demandons au Gouvernement, qui vient de confirmer la mise en œuvre du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté, de prendre des mesures d'urgence :

- **Un moratoire immédiat sur les fermetures de centre lorsqu'aucune solution n'est trouvée pour les personnes**
- **La mobilisation par les préfets du parc privé et social disponible pour trouver rapidement des solutions d'hébergement ou de relogement, avec un accompagnement social par les associations**
- **L'adoption d'une loi de programmation de logements très sociaux et de places d'hébergement pérennes sur les territoires les plus tendus, permettant de rompre à termes avec la gestion saisonnière de la grande exclusion inefficace et coûteuse pour la collectivité**

Contact presse :

FNARS : Céline Figuière – celine.fiquiere@fnars.org – 01 48 01 82 06